



BANQUET SOCIAL

Un an. 42 fr.
Six mois. 6
Trois mois. 3

Journal du XII^e Arrondissement.

Tout ce qui concerne la Rédaction ou les Annonces doit être adressé franco au bureau du Journal, place MAUBERT, 9.

Sommaire : Le 16 avril. — XII^e arrondissement. — Circulaire du général Dubourg. — Garde mobile. — Actes officiels du gouvernement provisoire. — Révolution européenne. — Dons patriotiques. — Faits divers. — Annonces.

Paris, 17 avril.

Le 16 Avril.

Les réactionnaires ont reçu de la garde nationale une éclatante leçon.

Le premier rappel du tambour a réuni deux cent mille citoyens en armes prêts à défendre le Gouvernement provisoire, et à repousser par la force les malheureux qui essaieraient d'accomplir leurs projets subversifs.

On disait vaguement depuis quelques jours qu'une sourde conspiration se tramait contre les membres du Gouvernement. Cette conspiration devait amener une manifestation géante pour aller demander encore un nouveau retard des élections générales.

Ce n'est pas tout. Des gens bien informés assuraient que les réactionnaires ne se contenteraient pas de forcer la main au Gouvernement pour entraver sa marche régulière par des mesures dilatoires.

Les réactionnaires voulaient beaucoup plus.

La composition du Gouvernement provisoire n'est pas de leur goût... Ils auraient tâché d'y faire des changements.

Ils ne parlaient rien moins que de destituer tous les hommes choisis le 24 Février, à l'exception de Ledru-Rollin et de Lamartine.

Puis tout naturellement (cela est aisé à comprendre), les chefs des factieux se seraient substitués au lieu et place des citoyens qu'ils auraient chassés de l'Hôtel-de-Ville.

Nous n'avons pas besoin de citer les noms de ces chefs qui sacrifieraient si volontiers la patrie à leur ambition. Ces noms étaient dimanche dernier dans toutes les bouches ; le peuple et la garde nationale les flétrissaient ensemble en les associant au cri mille fois répété : *A bas les communistes !*

La confiance doit renaître après la manifestation spontanée de Paris entier et de la banlieue, pour soutenir et protéger le Gouvernement provisoire.

Nos ennemis ont pu nous compter ; et certes ils ont dû voir que le triomphe ne leur serait pas facile.

Leurs doctrines dangereuses ne sont pas à beaucoup près celles de la majorité. Qu'ils ne viennent pas nous dire qu'elles peuvent être réalisées... Non, mille fois non, la partie saine de la France ne veut pas être communiste. Le bon sens du peuple se révolte contre l'idée du nivellement. Il sait que ce n'est point ainsi qu'il doit comprendre l'Egalité.

La Liberté serait une fiction avec le communisme : le peuple veut être libre.

Nous avons retenu fidèlement les paroles suivantes prononcées par un ouvrier dans un groupe sur la place de l'Hôtel-de-Ville :

« Je suis pauvre comme bien d'autres, disait-il, mais j'aimerais mieux mourir de faim que de manger un seul morceau de pain que je n'aurais pas gagné. Par-tager le bien des riches comme le veulent faire les communistes, c'est voler. Je ne veux pas de pain à ce prix là. »

Ce que disait ce digne ouvrier, nous l'avons entendu répéter bien des fois déjà par d'autres sages du peuple, prolétaires comme lui.

C'est que les cœurs droits sous la blouse comme sous l'habit brodé, distinguent également bien ce qui est juste de ce qui ne l'est pas.

Avec de tels éléments de salut, la République peut s'établir de plus en plus solide : les bras ne lui manqueront pas pour la défendre.

Les communistes ont été déclarés impuissants par la prise d'armes du 16 avril.

D'autres partis essaieraient après eux de dresser la tête, qu'au premier signal trois cent mille hommes se lèveraient pour les écraser.

Qu'ils cessent donc de marcher dans une voie écartée

du vrai sentier républicain ; là seulement est le progrès de l'avenir et le bonheur de tous.

Une des acclamations les plus répétées par le peuple, la garde nationale et la vaillante garde mobile, qui s'était jointe à nous, a été : *Vive l'Union !*

Oui, vive l'Union ! car c'est par elle que nous serons forts. Rallions-nous ! et qu'une solidarité patriotique nous fasse marcher tous ensemble vers le même but, le maintien de la République et sa gloire.

GEORGES OLIVIER.

XII^e Arrondissement.

La XII^e légion a pris part comme ses sœurs à la manifestation armée du 16 avril, sous les ordres du colonel Barbès. Tous les citoyens avaient répondu à l'appel. La place du Panthéon s'était métamorphosée subitement en une forêt de baïonnettes. De là, la légion s'est portée au quai Napoléon, où elle est restée pendant trois heures.

— Le citoyen Monteil, capitaine de la 4^e compagnie du 1^{er} bataillon, prévient ses concitoyens qu'il fait chaque jour une école de soldat et de peloton. Il se fera également un plaisir de donner des leçons d'intonation aux citoyens officiers ses camarades.

— La place Maubert a eu un moment d'alarmes dimanche soir. Le feu s'était déclaré chez le citoyen Drouot, horloger, capitaine d'état-major du 1^{er} bataillon. Ce sinistre, heureusement, n'a pas eu de suite, grâce au concours actif des pompiers, de la garde nationale et des citoyens.

Le général Dubourg est un des hommes les plus dignes de représenter l'armée à l'Assemblée constituante. On nous communique la circulaire suivante qu'il vient de répandre comme profession de foi. Les vœux en sont élevés, et nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en reproduisant cette lettre écrite avec toute la franchise d'un vieux soldat et le cœur d'un homme de bien.

« En juillet 1830, j'ai eu l'honneur d'être le général des ouvriers, des élèves des grandes écoles et des citoyens qui voulaient conquérir la liberté.

« Les ouvriers s'en souviennent encore, puisqu'un grand nombre d'entre eux sont venus spontanément me proposer d'être l'un de leurs candidats à l'Assemblée nationale : proposition que j'ai acceptée avec autant d'empressement que de reconnaissance. Si j'ai été flatté de cette proposition, je n'en ai point été surpris, car depuis près de dix-huit ans que je suis l'ami, le confident, et le conseil d'un grand nombre d'ouvriers, j'ai été bien des fois dans le cas d'apprécier la noblesse et la générosité de leurs sentiments. Je puis même apprendre aux égoïstes que celui qui fait un peu de bien à un homme laborieux est certain de se faire un ami. Les ingrats ne se trouvent que parmi les fainéants et les ambitieux, que parmi ces hommes sans cœur qui sont indifférents à la gloire et au bonheur de la patrie. Les ouvriers sont reconnaissants du peu de bien qu'on leur fait, parce qu'ils sont réellement et sincèrement patriotes ; ils ne demandent pas à vivre aux dépens du budget national, leurs prétentions sont bien légitimes, puisqu'elles se bornent à demander des travaux équitablement rétribués. Je souhaite que les riches aient foi en mes paroles, alors la peur qui les tourmente se calmera, au lieu de fuir et de se disperser, ils se réuniront et s'associeront pour occuper les travailleurs. Que le travail reprenne de l'activité, aussitôt le crédit commercial renaitra, les terreurs paniques se dissiperont. La Fraternité inscrite sur les drapeaux de la République, entrera dans nos mœurs nationales, et nous serons le peuple le plus grand, le plus heureux de la terre. Riches, écoutez la voix d'un bon citoyen, reconnaissez franchement la magnanimité du peuple ; plus vous vous approchez de lui, plus vous le connaissez, plus vous l'estimerez, l'honorerez et l'aimerez, alors lui aussi vous aimera. Les intérêts de toutes les classes qui composent une nation sont relatifs et solidaires, ne l'oubliez pas. Si le peuple est malheureux, vous le serez, si au contraire ce peuple qui ne demande qu'à travailler est heureux, vous le serez aussi. Dieu veuille rendre vos esprits accessibles à la vérité et vous accorder la faveur de comprendre vos devoirs et vos intérêts.

« Pour avoir annoncé à Louis-Philippe sa chute, telle qu'elle a eu lieu, j'ai souffert plus que personne pendant près de dix-huit ans. J'ai été persécuté avec une persévérance cruelle ; ruiné et calomnié avec un acharnement inouï. Le brave général Subervie fut privé du commandement de Paris

pour ne m'avoir pas fait arrêter sans motifs et seulement pour plaire à Louis-Philippe. Eh bien ! aujourd'hui, je suis sans rancune. J'imité la magnanimité du peuple et je rencontre mes persécuteurs sans qu'aucun frémissement de vengeance ou de haine s'élève dans mon cœur, ils sont nombreux ceux qui ont souffert, et cependant je n'entends aucune des victimes de ce règne honteux proférer des menaces de représailles : bien plus, les agents des turpitudes de Louis-Philippe osent déjà lever la tête et se vanter de leurs vertus républicaines sans que personne se mette en colère. Si on a déjà pardonné aux coupables, comment se fait-il que les riches qui n'ont pris aucune part, et c'est le plus grand nombre, aux crimes du système se montrent si effrayés de sa chute ? Oh ! riches que vous êtes aveugles. Ouvrez les yeux et vous reconnaîtrez que la main de Dieu a terrassé le vice pour faire triompher la vertu du grand peuple dont vous faites partie.

« Au temps de Louis-Philippe, les candidats à la députation avaient l'habitude après s'être vantés outre mesure, de faire les plus magnifiques promesses à leurs électeurs, puis aussitôt qu'ils étaient élus, la majorité de ces incorruptibles trahissait les intérêts du pays et vendait sa conscience à un pouvoir ennemi du peuple. Je demande la permission aux citoyens qu'ils croient digne de les représenter, de ne me point vanter moi-même. Malgré les calomnies des Philippistes, j'ai de nombreuses preuves que les bons citoyens connaissent mon dévouement aussi sincère que désintéressé à la patrie ; qu'ils m'honorent de leur estime ; qu'ils savent toutes que j'ai souffert pour la cause de la liberté et tout ce que je puis faire encore pour cette cause si sainte.

« Quant aux promesses, voici en abrégé ce que je ferai si j'entre à l'Assemblée nationale : Je défendrai la République avec conviction, et j'espère au besoin prouver qu'il n'y a point d'autre gouvernement possible en France. Il me paraît évident que ceux qui ont une autre opinion sont des ignorants ou de mauvais citoyens, car pour renverser la République, il faudrait massacrer plusieurs centaines de mille citoyens fort résolus à la défendre jusqu'à la mort.

« Je travaillerai avec ardeur à l'organisation du Gouvernement républicain, et je ferai voir que les erreurs ou les fautes de 93 ne peuvent se reproduire en 1848, qu'enfin l'ordre public sera maintenu et fera la force du gouvernement de la République.

« J'espère prouver que sur un budget tel que celui présenté cette année, on peut faire 5 à 600 millions d'économie. J'ai étudié les questions de finances, elles me sont familières, et je suis en état de prouver que le budget du consulat peut suffire à tous les besoins de la France ; mais pour cela il faut achever de détruire les abus, et arrêter la dilapidation des finances ; si on ne le faisait pas, la République périrait, c'est ma conviction.

« Les organisations des départements de la guerre et de la marine sont mauvaises, vicieuses même en plusieurs points essentiels. Si l'effectif actuel de l'armée était jugé nécessaire, ce qui n'est pas mon opinion, on pourrait encore diminuer les dépenses en supprimant des abus monstrueux.

« On doit organiser dans l'armée des cohortes spéciales de soldats travailleurs destinés à exécuter certains travaux publics d'une grande utilité générale ; et qui ne peuvent être entrepris par des associations particulières. Au premier rang de ces travaux, il faut placer l'endiguement des fleuves et cours d'eau. Entreprise considérable qui illustrerait le gouvernement républicain, car le résultat serait de doubler la production territoriale de la France et de baisser le prix du pain et de la viande.

« Quant à l'organisation de la marine, on ne vit jamais rien de plus déplorable. Sans aucune augmentation de dépense, on pourrait doubler le personnel combattant, il suffirait de supprimer le gaspillage et une foule de dépenses accessoires qui n'ont point de but utile et qui entravent sans cesse le service. On a le droit de penser que le département maritime avait été organisé dans la pensée secrète d'empêcher la France de posséder une marine de guerre capable de se faire respecter.

« Je m'occuperai encore sans relâche à fixer l'attention du gouvernement sur l'agriculture. Les agriculteurs théoriciens prétendent que notre agriculture a fait de grands progrès ; la vérité est que depuis trente-trois ans cette source principale de la richesse nationale a été honteusement négligée, et quand l'on compare nos soit-disant progrès en agriculture avec ceux réalisés chez nos voisins, on voit combien nous sommes en arrière et à quel point les grands intérêts nationaux ont été négligés par les deux derniers gouvernements. N'est-il pas honteux qu'il existe en France un département des Landes ? N'est-ce pas une grande honte, puisqu'on le peut transformer en département des Prairies.

« Par la faute des derniers gouvernements, les campagnes se dépeuplent et les villes s'encombrent de malheureux que les fabriques ne peuvent employer, et auxquels d'ailleurs elle

ne peuvent donner qu'un salaire insuffisant pour la subsistance d'une famille.

La France peut être manufacturière et commerciale; mais pour cela il faut qu'elle commence par être grandement agricole, et c'est ce que les gouvernants n'ont jamais voulu comprendre. C'est la population agricole qui doit consommer la majeure partie du produit des fabriques du pays, l'exportation ne vient qu'après. Si la République ne se passionne pas pour l'agriculture, je le proclame hautement, son existence sera continuellement remise en question. Ici je ne peux pas entrer dans le fond de cette question beaucoup plus politique qu'on ne semble généralement le croire.

« Il y a encore une question importante et bien digne de l'attention des hommes éclairés. La France gémit sous le poids d'une multitude de lois absolument contraires à la liberté et qui entravent tous les progrès. Il faut que toutes les lois oppressives soient supprimées. Si j'entre à l'Assemblée nationale, je travaillerai vivement à la destruction de cet arsenal de despotisme.

« Enfin l'union de tous les citoyens et la fusion de tous les intérêts dans l'intérêt national étant absolument nécessaire sous le rapport de notre grandeur et de notre prospérité, je m'occuperai de toutes mes forces à l'œuvre de cette fusion, c'est-à-dire que je défendrai vivement les droits de tous. La République n'a besoin ni de corrompre ni d'opprimer personne; elle sera grande et puissante par l'équité seule.

« A mes concitoyens, salut et fraternité.

« Le général Duboucq (Joseph Patrice).

« Président de l'association des décorés de Juillet. »

Garde mobile.

Toute la garde nationale mobile assistait dimanche à la prise d'armes qui a eu le magnifique résultat que tout le monde sait à présent. L'accueil qu'elle a reçu partout, les démonstrations de fraternité avec lesquelles la garde nationale dentaire l'a reçue sur tous les points, sont un gage certain de l'union intime de toutes les classes de la population parisienne et de l'uniformité des aspirations de toute la France, vers la réalisation de cette belle devise républicaine, Liberté, Égalité, Fraternité. C'est en même temps la preuve la plus complète de l'adhésion générale aux principes du nouvel ordre social.

La journée de dimanche a été une véritable fête nationale, où la garde mobile a su tenir honorablement sa place. Chacun a fait son devoir, et l'humanité doit être contente. Plus de deux cent mille hommes peut-être se sont trouvés réunis en armes, en quelques heures, au seul bruit de menaces très-vagues qui auraient été faites contre la propriété et l'ordre établi, par des brouillons, des gens sans valeur intellectuelle, qui n'ont d'espoir que dans le trouble et la confusion. Il est juste de dire que nulle part on n'a pu saisir ces prétendus apôtres de la plus impossible égalité. Eh bien, cela ne nous étonne nullement, car nous avons la ferme conviction que les hommes sensés qui sont en même temps les hommes de cœur, ne peuvent sérieusement susciter le trouble, jeter l'alarme, avec l'espoir d'en voir sortir un résultat heureux pour le pays. Que des misérables, vendus aux anciens exploitants de l'humanité, à quelque branche qu'ils appartiennent de l'arbre du despotisme, brisé par la foudre en Février; que des réprouvés, marqués au front du cachet de la Préfecture de police, sous le régime de la corruption, aient pris le masque et le déguisement des hommes candides qui espèrent sincèrement l'avènement d'une phase sociale, ou tous les hommes seront matériellement et positivement égaux, cela se conçoit sans peine, et nous pourrions affirmer que rien autre chose n'a eu lieu.

Toujours est-il qu'il n'aurait pu être rien imaginé qui convint mieux aux intérêts de la République naissante, que cette alarme factice, venue on ne sait d'où, ni comment.

Nous nous sommes comptés: En quelques heures, deux cent mille frères se sont trouvés réunis et prêts à braver même le péril inconnu, le plus effrayant de tous les périls. Tous ont saisi l'occasion de se donner la main, de se témoigner un dévouement inébranlable. Ah! c'était une belle famille, en vérité. Les uns, il est vrai, n'étaient que misérablement couverts, pauvres déshérités envés qui on n'a pu encore réparer l'injustice du passé, mais demandez aux favoris du sort, à ceux qui avaient pu embrasser une famille aimée avant de venir, qui avaient pu songer à emporter avec eux quelques bribes du luxe qui les entoure dans leur intérieur domestique; demandez-leur si leur main était froide lorsqu'ils la tendaient à ces bataillons bigarrés couverts de blouses en lambeaux, chaussés comme des mendiants. Demandez-leur si ce n'est pas bien réellement du fond du cœur que sortaient leurs cris mille fois répétés: « Vive la garde mobile. » A la bonne heure! voilà de ces témoignages de sympathie qui ne rencontreront de doute nulle part sur leur sincérité!

Que le hasard est quelquefois merveilleusement habile! Voilà une circonstance complètement imprévue qui va ramener le calme et la sécurité par toute la France. Qui donc pourrait craindre maintenant: est-ce qu'au premier rappel, nous ne serions pas une population entière sous les armes et prête à se dévouer pour le maintien de la devise républicaine. Que parle-t-on de dissentiments entre nous, de classes, de catégories? Est-ce que deux hommes de cœur qui se sont serré la main avec cette effusion qui nous animait tous hier peuvent jamais être ennemis ou séparés!

Gens qui espérez dans le désordre qui suit ordinairement les crises sociales, n'espérez plus rien. — Gens qui croyiez que nous ne saurions pas comprendre la fraternité; que nous serions trop indisciplinés pour être libres sans licence; que nous ne saurions nous entendre sur l'égalité, n'espérez plus rien. — Pauvres d'esprit qui regardiez les peuples comme faits d'autre pâte que les rois, allez! qu'un autre royaume vous appartienne, nous le voulons bien; pour celui-ci, pour le gouvernement de ce monde, nous n'avons plus besoin de vous; vous n'y avez plus rien à faire.

L. BOUCHER.

Actes officiels du Gouvernement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

ABOLITION DE L'IMPÔT DU SEL.

Rapport fait au Gouvernement de la République par le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, sur l'abolition de l'impôt du sel.

Citoyens,

Il est écrit que tous les Français doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune.

Loyalement comprise, cette formule contient toute la doctrine de la Révolution en matière d'impôts.

Il en résulte, en effet, que les charges sont proportionnelles aux forces, qu'il faut ne demander rien à ceux qui n'ont rien; que les malaisés doivent peu; qu'il est juste de demander beaucoup au superflu.

La monarchie subsistait la lettre du principe: mais, dans la pratique elle en éludait frauduleusement l'esprit. Cherchez parmi tous les monuments de sa législation financière, vous y trouverez partout le respect des forts, la haine des faibles. Aux époques les plus récentes, comme dans les plus reculées, c'est sur le pauvre que pèsent le plus les charges de la société. Esclave, serf, prolétaire, le peuple verse par tous les canaux, avec son sang, le fruit de son travail. Un homme est reconnu noble à ce signe: il ne paie point d'impôt; non noble à ce signe: les collecteurs ont saisi les instruments de son travail.

Cependant l'esprit du christianisme prévaît dans les faits humains; la révolution s'empare du monde. Par une conséquence forcée, le principe de l'impôt est aussi changé. Il était oppresseur, il devient juste. Tout d'abord, les charges les plus iniques disparaissent; les principes proclamés s'appliquent; l'impôt est aussi changé. Il était oppresseur, il devient juste. Tout d'abord, les charges les plus iniques disparaissent; les principes proclamés s'appliquent; l'impôt progressif sur le revenu, sur la richesse produite, suit de près l'abolition des taxes que des vexations séculaires avaient rendues particulièrement odieuses.

Puis à cette grande évolution de la justice dans l'humanité succède une réaction violente. Un moment effacés sous la République, les vieilles iniquités ressuscitent sous l'Empire, durent sous la Restauration et se perpétuent jusqu'à nous à travers des oscillations diverses.

A son avènement, la République a donc trouvé debout, face à face, de généraux principes et des faits déplorables. Elle a pour mission de faire prévaloir les principes nouveaux contre les anciens faits.

Charger le fort dans une juste mesure, et, dans une juste mesure aussi, décharger le faible; en un mot, proportionner le devoir au pouvoir; tel est désormais le principe fondamental, le but nécessaire de votre politique financière.

Or, citoyens, parmi les impôts, qui depuis tant de siècles pèsent sur le peuple, il n'en est pas un seul qui soit plus onéreux, plus justement détesté que celui du sel. Comme toutes les autres inventions fiscales de l'ancienne monarchie, cette taxe, légère d'abord, ne devait être que temporaire. Successivement, elle dura et s'aggrava.

De 8 sous par muid, elle s'éleva rapidement à 48 sous, et bientôt, tant la progression fut violente, à 45 livres. Plus tard, elle atteignait le chiffre de 397 livres le muid, puis elle ne cessa de s'accroître, si bien qu'à la fin du seizième siècle on la payait à Paris 854 livres le muid, et au commencement du dix-septième siècle, 2,460 livres dans les provinces à grande gabelle.

A quelques années de là, un des hommes qui ont le plus honoré la France, et qui n'était pas moins grand par le génie que par le cœur, Vauban écrivait: « Le sel est une manne dont Dieu a gratifié le genre humain, et sur lequel, par conséquent, on n'aurait jamais dû mettre d'impôt. » De Vauban, jusqu'à la révolution, l'impôt du sel s'accrut de plus en plus et l'histoire ne dira jamais assez par quelles barbaries il fut maintenu.

Dès que la justice reparaitrait, il devait tomber; il tomba dès les premiers jours de la Révolution. Réduit d'abord dans les proportions les plus larges, il fut bien complètement aboli. (Lois de septembre 1789 et de mars 1790.)

L'empire ressuscita les vieilles institutions politiques, et du même coup les vieilles institutions fiscales. Droit souverain de la logique! Et, comme la Restauration avait recueilli l'héritage de l'Empire, le gouvernement du 7 août 1830 reçut celui de la Restauration. Pendant dix-sept ans l'impôt du sel, condamné au triple point de vue de la science, de l'humanité, de la politique, résista aux réclamations persévérantes de la justice et de l'opinion.

Citoyens, c'est à vous d'effacer définitivement cette iniquité séculaire. Si les prodigalités du régime déchu, si l'impérieuse nécessité de pourvoir aux droits du travail, si la situation extérieure de la France ne vous permettent pas une résolution soudaine, immédiatement applicable; si, en outre, aux termes mêmes des lois, il est indispensable d'accorder un certain délai aux commerçants qui ont en magasin des quantités de sel ayant acquitté l'impôt, décidez au moins par un décret formel que la doctrine révolutionnaire, en matière d'impôt, prévaudra définitivement dans le budget de la France républicaine, et qu'à partir du dernier jour de cette année, l'impôt du sel est aboli dans toute l'étendue de la République.

Je ne m'étendrai pas, citoyens, sur la grandeur du sacrifice que cette grande mesure impose au trésor. J'aime mieux dire quelques mots des avantages qui doivent en résulter pour le peuple.

On a beaucoup discuté, on discutait encore hier sur la question de savoir si le prix vénal du sel exerçait quelque influence sur la consommation. Quelques chiffres tranchent le débat.

Avant la révolution, dans les provinces de grandes gabelles, la consommation par tête était de 4 kil. 580 gr.

De 1793 à 1806 la consommation atteignait 10 kil. par tête.

Après la loi de 1806, la consommation redescend à 6 kil. 630 gr., et, après la loi ultra-fiscale de 1813, à 5 kil. 467 gr.

Maintenant il vous sera facile de calculer la portée de ces variations, si vous rappelez qu'il n'est pas une substance qui joue un plus grand rôle que le sel dans la vie animale, agricole, industrielle. Le sel est pour le peuple un objet de première nécessité; il sert à prévenir les maladies qu'engendre la mauvaise qualité des aliments; il répare les vices d'une nourriture insuffisante et sans vigueur.

En agriculture, c'est un axiome vulgaire qu'une livre de sel fait dix livres de viande, et que six livres de foin mélangé de sel valent autant pour la nourriture des bestiaux que huit livres de foin non salé.

Relativement au commerce intérieur et extérieur, la question n'a pas une moindre importance. Si le sel se vendait à sa vraie valeur, il pourrait servir, non-seulement à l'assaisonnement, mais encore à la conservation des aliments, et il serait désormais possible aux produits de la pêche française de lutter sur les marchés étrangers avec les produits similaires de l'Angleterre et des États-Unis.

Toutefois, citoyens, il ne suffit pas de décréter la justice; il faut en assurer la pratique.

C'est en faveur des pauvres que vous allez décréter l'abolition de l'impôt; il faut qu'elle profite au peuple. Vos intentions seraient violées, le sacrifice du trésor serait en pure perte, si les producteurs seuls en recueillaient le bénéfice. Sur divers points du territoire, et particulièrement dans une vingtaine de nos départements du midi et du centre, des coalitions se sont formées et subsistent qui maintiennent les prix à un taux exorbitant.

Il faut que ces coalitions soient rendues impossibles. Or, pour atteindre à ce but, vous n'avez qu'un moyen: la possibilité d'une concurrence. Je vous propose donc de décréter qu'à partir du jour où l'impôt du sel aura cessé d'être levé, les sels étrangers seront admis à l'importation, moyennant un faible droit. Cette mesure, citoyen, est d'une absolue nécessité, si vous voulez que le renchérissement des prix par le monopole soit efficacement prévenu. Et j'ajoute qu'elle ne portera aucun préjudice aux producteurs nationaux, s'ils veulent ne point abuser; car les conditions où se trouve la France, pour la production du sel, sont tellement favorables, que les intérêts se trouveront suffisamment sauvegardés par l'établissement d'un très-faible droit d'entrée.

Vous avez enfin à considérer les intérêts de vos colonies, principalement ceux de l'Algérie et ceux de votre marine. Il y est pourvu par un article spécial du décret ci-après.

En résumé, citoyens, dans l'ordre social et politique, vous avez effacé déjà plus d'une injustice. Je vous propose de consacrer solennellement une nouvelle réparation, et de montrer à la France qu'en proclamant la République, ce n'est pas un vain nom que vous avez inscrit sur son drapeau.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances, GARNIER-PAGÈS.

Le sous-secrétaire d'Etat, E. DUCÈRE.

DÉCRET.

Le Gouvernement provisoire, Considérant que les citoyens doivent contribuer aux charges publiques dans la proportion de leur fortune;

Considérant que le gouvernement républicain a pour devoir et pour but de faire prévaloir dans la pratique cette formule de justice et d'humanité;

Considérant qu'il est indispensable de supprimer ou de transformer les impôts qui pèsent plus spécialement sur les pauvres;

Considérant que de tous les impôts de consommation, celui du sel est le plus onéreux et le plus inique;

Considérant que la santé du peuple, la prospérité de l'agriculture, le développement de l'industrie et du commerce en exigent impérieusement l'abolition;

Voulant réparer à l'égard du peuple une des plus criantes injustices des siècles passés;

Sur le rapport du ministre des finances, Décrète:

Art. 1^{er}. A partir du 1^{er} janvier 1849, l'impôt du sel est aboli.

Art. 2. A partir de la même époque, la prohibition d'entrée des sels étrangers est pareillement abolie.

Il sera perçu sur les sels étrangers une taxe de 25 centimes par 100 kilogrammes à leur importation par terre:

De 50 centimes à leur importation par mer, sous pavillon français:

Et de 2 francs à leur importation sous pavillon étranger.

Art. 3. Les sels des colonies et possessions françaises d'outre-mer seront admis en franchise de toute taxe.

Art. 4. Les sels étrangers destinés à l'approvisionnement des navires français armés pour la pêche de la morue seront affranchis de toute taxe.

Art. 5. Le membre du gouvernement provisoire, ministre des finances, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris en conseil du gouvernement.

Les membres du gouvernement provisoire.

Le gouvernement provisoire,

Arrête:

Art. 1^{er}. Les bois et forêts qui dépendaient du domaine privé de l'ex-roi Louis-Philippe seront régis et administrés par l'administration des forêts.

Art. 2. Les produits de ces propriétés seront perçus et encaissés suivant les règles tracées par l'arrêté du ministre des finances en date du 14 mars dernier; ils devront être indistinctement classés dans les comptes des agents de l'Etat.

Fait en séance du Gouvernement le 15 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉFORMES AU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. La division formée sous le titre de *Division des cours d'eau, usines, dessèchements, irrigations et services divers*, est supprimée.

Le service des usines, des dessèchements et des irrigations formera le troisième bureau de la division de la navigation. Le service des bacs est réuni au bureau de la navigation fluviale.

Le service des dunes et le service de l'approvisionnement de Paris (matériel) sont réunis au bureau des ports et des canaux.

Art. 2. La division formée sous le titre de *Commissariat central près les Compagnies des chemins de fer* est supprimée.

Le bureau chargé, sous la direction du commissaire central, du contrôle et de la surveillance de l'exploitation commerciale des chemins de fer, sera réuni au deuxième bureau de la division des chemins de fer, déjà chargé de toutes les affaires relatives à l'exploitation technique.

Le bureau de statistique centrale, placé sous la même direction, sera réuni à la division dont la direction est confiée au secrétaire général.

Art. 3. Le 2^e et le 3^e bureau de la division de la comptabilité seront réunis en un seul, qui sera dirigé par un sous-chef de bureau.

Art. 4. Le travail d'expédition sera centralisé dans un bureau spécial composé d'expéditionnaires tirés de toutes les divisions, et dirigé par un sous-chef sous les ordres du chef du bureau du secrétaire général.

Les autres bureaux ne conserveront que la partie de ce travail qui, par sa nature ou par des considérations de service, devra leur être réservée.

Art. 5. Le secrétaire général du ministère est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à dater du 16 avril.

Paris, le 12 avril 1848.

MARIE.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics.

Arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le conseil général des bâtiments civils sera présidé, en l'absence du ministre, par le plus ancien de ses membres.

Art. 2. La correspondance du conseil sera préparée au nom du ministre par la division des bâtiments civils dans les termes de l'arrêté du 11 mars 1848.

Art. 3. Le bureau du contrôle dépendant du conseil est réuni au bureau du contrôle attaché à la division des bâtiments civils.

Les devis des projets de travaux départementaux et communaux soumis à l'examen du conseil cesseront d'être révisés et donneront lieu seulement à un examen sommaire fait par les rapporteurs. Toutefois, lorsqu'une révision de ces devis sera jugée indispensable, elle sera faite, d'après la proposition des rapporteurs, par le bureau de contrôle attaché à la division des bâtiments civils. Les décomptes soumis à l'examen du conseil seront préalablement révisés par le même bureau du contrôle.

Art. 4. Le secrétaire général du ministère est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet à dater du 16 avril.

Paris, le 12 avril 1848.

MARIE.

Le membre du gouvernement provisoire, maire de Paris. Vu les décrets des 5 et 26 mars dernier relatif à l'élection des représentants du peuple à l'Assemblée nationale;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les électeurs inscrits sur les listes qui seront closes le 20 avril courant à minuit sont convoqués pour dimanche 23 et lundi 24 dudit mois, à l'effet de nommer trente-quatre représentants du peuple, qui seront choisis, sans aucune condition de cens ni de domicile, parmi tous les électeurs âgés de vingt-cinq ans, et non judiciairement interdits ou suspendus de l'exercice des droits civiques.

Le scrutin sera ouvert le 23 avril, à six heures du matin, et suspendu à neuf heures du soir, heure à laquelle les boîtes qui renfermeront les votes seront closes et scellées, pour être rouvertes le lendemain; le 24, le scrutin sera continué à six heures du matin et clos à dix heures du soir; il devra s'écouler une heure entre la fin du rappel des électeurs qui n'auront pas voté, et la clôture de la séance, qui est fixée à dix heures, comme il vient d'être dit; les boîtes seront closes et scellées pour être ouvertes au moment précis où commencera le dépouillement, c'est-à-dire le 25, à sept heures du matin.

Art. 3. Des affiches seront apposées, par les soins des maires, partout où elles pourront l'être, pour indiquer les locaux dans lesquels se rendront les électeurs qui seront appelés à voter. Ces affiches seront publiées de trois à cinq jours avant la réunion des électeurs, c'est-à-dire le 18 au 20 avril.

Art. 4. Les maires de communes où se réuniront les électeurs, après s'être concertés avec les délégués des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, désigneront les localités de l'assemblée électorale. Ils indiqueront l'ordre dans lequel les électeurs de la commune ou des communes seront appelés à voter.

Ces avis seront affichés dans toutes les communes, du 18 au 20 avril.

Art. 5. Les maires de Paris et des autres communes publieront, chacun en ce qui les concerne, le 20 avril, un avis dans lequel ils rappelleront le jour et l'heure où les électeurs devront voter.

Art. 6. Les cartes individuelles destinées aux électeurs leur seront délivrées par les soins des maires. Un avis du maire fera connaître à partir de quelle époque et dans quelle localité elles seront mises à la disposition des citoyens.

Art. 7. Les maires auront soin de rappeler dans leurs affiches qu'aux termes du décret, les bulletins des électeurs devront être rédigés avant leur entrée dans la salle, afin qu'il n'y ait plus qu'à faire l'appel des électeurs et à recevoir

leur vote. Cette mesure est indispensable pour la rapidité et la sûreté des élections.

Art. 8. Le présent arrêté sera affiché, dans les arrondissements de Paris et de toutes les autres communes du département de la Seine.

Fait à Paris, le 12 avril 1848.

ARMAND MARRAST.

La commission des dons et offrandes à la Patrie vient d'expédier dans les départements près de cent mille circulaires, sous le couvert des commissaires du Gouvernement provisoire. Dans quelques jours, le noble exemple des sacrifices à la Patrie, donné par la ville de Paris, aura retenti dans toute la France. Ces circulaires sont les suivantes :

AUX MAIRIES DES 37,000 COMMUNES DE FRANCE.

Citoyen Maire,

Le Gouvernement provisoire, profondément touché de l'empressement de la population à s'imposer des sacrifices, et frappé du développement considérable que prennent les dons et offrandes à la Patrie, nous a chargés, par son décret du 31 mars dernier, de régulariser la réception de ces dons et offrandes.

Notre devoir est de donner à cette grande manifestation nationale le plus d'étendue et de solennité possible, et nous vous prions de nous prêter votre concours par tous les moyens en votre pouvoir.

La Patrie aime également tous ses enfants, et les offrandes du pauvre lui sont aussi chères que celles du riche. Faites donc appel au patriotisme de tous, des villes comme des campagnes, des chaumières aussi bien que des châteaux.

Veillez, à cet effet, prendre immédiatement les mesures suivantes :

1^o Faire afficher où besoin sera le décret du Gouvernement provisoire du 30 mars, accompagné des réflexions que votre patriotisme vous inspirera ;

2^o Recevoir dans vos bureaux les dons et offrandes, soit en numéraire, soit en matière d'or et d'argent, bijoux et pierres fines ; en donner des reçus, et prendre par écrit les noms des donateurs ;

3^o Nommer des commissaires, et, dans les villes, des dames patronesses, chargés de recueillir les offrandes à domicile ;

4^o Faire parvenir ces dons et offrandes au siège de la Commission centrale, soit par des mandats sur la poste, soit par la voie des messageries nationales et générales de France, soit par un versement entre les mains du percepteur des contributions, qui vient de recevoir du citoyen ministre des finances l'autorisation nécessaire ;

5^o Accompagner les envois d'un bulletin détaillé, nécessaire pour la vérification et pour la publication dans les journaux de Paris des noms des donateurs ;

6^o Enfin, vous concerter avec les ministres du culte dans votre commune, le chef de la garde nationale, quel que soit son grade, et le juge de paix de votre canton.

Salut et fraternité.

Les membres de la commission centrale des dons et offrandes à la Patrie.

LAMENNAIS, président; BÉRANGER, vice-président; E. LITRE, membre de l'institut; CHARLES THOMAS, directeur du National; LOUIS VIARDOT, PAUL DE MUSSET, CHEVALLON, CLÉMENT THOMAS.

AU CLERGÉ.

Monsieur le Curé,

Le Gouvernement provisoire, profondément touché de l'empressement de la population à s'imposer des sacrifices, frappé du développement considérable que prennent les dons et offrandes à la Patrie, nous a chargés, par son décret du 30 mars dernier, de régulariser ces dons et offrandes.

Notre première pensée a été de demander au clergé son concours pour l'organisation la plus large possible de cette grande manifestation nationale.

Le clergé de France, habitué à donner l'exemple de toutes les vertus et à en développer le germe dans les âmes qu'il dirige vers le bien, sera heureux, nous n'en doutons pas, de faire appel à la plus noble des vertus, l'amour de la Patrie. Sous le toit du presbytère on trouve l'abnégation, le dévouement et les sacrifices de toutes sortes; c'est donc à celui qui habite sous ce toit modeste que nous demandons le concours de son saint ministère pour encourager les bons citoyens dans leur dévouement et leurs sacrifices à la Patrie.

En conséquence, nous vous prions de vous entendre avec le maire de votre commune, et de lui remettre les dons et offrandes que vous recevrez.

Ces dons, soit en numéraire, soit en matières d'or et d'argent, bijoux et pierres fines, devront être accompagnés d'un bulletin détaillé, nécessaire à la vérification des objets donnés, et contenant les noms des donateurs, afin que ces noms soient signalés à la reconnaissance du pays. Vous remettrez ce bulletin détaillé au citoyen maire, en même temps que les dons et offrandes.

Salut et fraternité.

Les membres de la commission centrale des dons et offrandes à la Patrie.

A L'ARMÉE.

Citoyen général,

La Commission centrale des dons et offrandes à la patrie vient d'adresser la lettre ci-après aux différents corps de l'armée :

« Citoyen colonel,

« Le Gouvernement provisoire, par arrêté du 30 mars, nous a constitués en Commission centrale des dons et offrandes à la patrie.

« Cette Commission s'empresse d'entrer en communication avec vous, et vous prie d'être son organe auprès du corps que

vous commandez. Veuillez en donner avis aux braves officiers, sous-officiers et soldats de votre régiment, et leur dire que la Commission centrale accueillera leurs dons avec reconnaissance. L'armée est prête, nous le savons, à verser son sang pour la Patrie : comment pourrions-nous douter de son empressement à lui faire un moindre sacrifice ?

« Vous voudrez bien, citoyen colonel, envoyer à la Commission centrale l'état des dons et offrandes effectués dans votre régiment, avec les noms des donateurs, pour que la Commission puisse, aux termes du décret, signaler ces généreux citoyens à la reconnaissance de la Patrie. Pour plus de facilité, vous pourrez, citoyen colonel, remettre les dons et offrandes, accompagnés de l'état portant les noms des donateurs, au maire de la ville où vous résidez. Nous lui avons indiqué par une circulaire les moyens de nous faire parvenir le tout régulièrement.

« La Commission centrale espère que vous serez prochainement en mesure de lui adresser cet état; car elle est convaincue que votre régiment n'attend que le signal de son colonel pour donner une nouvelle preuve de son dévouement à la République.

« Salut et fraternité. »

Nous espérons, citoyen général, que vous voudrez bien seconder notre mission par votre exemple et vos exhortations. Le concours de votre patriotisme ne manquera pas à la République.

Salut et fraternité.

Les membres de la Commission centrale des dons et offrandes à la patrie.

Révolution Européenne.

ITALIE. — LOMBARDIE. — Les journaux italiens sont à peu près sans nouvelles. Il n'est question, dans la masse énorme de correspondances et de bulletins qu'ils publient, que des divers mouvements de tous les corps insurgés qui courent renforcer l'armée piémontaise, concentrée aujourd'hui entre Vérone et Mantoue. Les deux affaires de Goito et de Mozambano ont doublé l'enthousiasme, et tout annonce une bataille prochaine et décisive.

Le 10, une première sommation a été adressée à Peschiera.

Le 11, le quartier général a été transféré de Castiglione à Volta.

Le 12, Charles-Albert devait se rendre à Goito, pour y distribuer les décorations aux hommes qui s'étaient le plus distingués dans le combat du 8.

Le même jour, divers régiments d'artillerie devaient partir pour Peschiera, dont l'attaque était projetée pour le lendemain. Charles-Albert devait s'y rendre pour diriger l'opération, en passant par Mozambano où aurait lieu une nouvelle distribution de récompenses à ceux qui avaient pris la part la plus brillante à l'action du 9. Les ducs de Savoie et de Gènes se trouvaient à l'avant-garde.

Le lieutenant-colonel toscan Ghizzi est arrivé au quartier-général avec des lettres du général Ferrari, qui met à la disposition de Charles-Albert les troupes du grand-duché.

Le mouvement du Tyrol italien devient chaque jour plus important.

Le conseil de guerre de Brescia a pris les dispositions nécessaires pour appuyer les opérations combinées, par 500 hommes armés et huit pièces de canon.

FLORENCE. — Le 9 a eu lieu, à Florence, la bénédiction des drapeaux de la garde nationale. Les bataillons étaient formés en bataille le long de la via Larga, du palais Riccardi et du jardin Pencini. L'état-major, le général en tête, s'est rendu à l'église où a eu lieu la bénédiction. L'archevêque a célébré la messe à laquelle assistaient le grand-duc, le prince héréditaire, les ministres de la guerre et de l'intérieur. Après la cérémonie, l'état-major a parcouru les rangs de la garde nationale et distribué les drapeaux à chaque bataillon.

MODÈNE, 1^{er} avril. — Une imposante cérémonie a eu lieu hier en l'honneur de Menotti. Un immense concours de population s'est rendu au cimetière où fut portée, il y a dix-sept ans, la victime de François IV. Le drapeau tricolore a été planté sur la tombe. Deux discours ont été prononcés par MM. Paolo Fabizi et Attoraucci. M. S. Raissini a lu une pièce de poésie.

Les deux fils, la sœur et le neveu de Menotti assistaient à la cérémonie.

BOLOGNE. — Les étudiants de l'université ont demandé à être organisés en garde universitaire. Le cardinal Amat, voyant leur enthousiasme, a décrété immédiatement la formation d'un bataillon universitaire, sous les ordres du commandant de la garde civique.

ALLEMAGNE. — DISCUSSIONS DE LA DIÈTE GERMANIQUE. Séance du 13 avril 1848. — L'envoyé de Prusse porte à la connaissance de la diète que, attendu que le Gouvernement danois poursuit sans relâche le projet de détacher par la force le Schleswig du Holstein, l'ordre a été envoyé le 10 de ce mois aux troupes prussiennes d'entrer dans le Schleswig pour y maintenir le statu quo et agir suivant l'état des choses; que toutefois le Gouvernement prussien continuera d'offrir sa médiation et de reconnaître en tout temps les droits du roi de Danemark comme duc de Schleswig.

La diète a appris avec satisfaction cette communication, par laquelle se trouve réalisée d'avance en partie l'arrêté rendu hier par la diète. Au reste, pour prendre toutes les mesures de précaution nécessaires, il a été décidé d'inviter le gouvernement prussien à avoir principalement en vue dans ses négociations avec le Danemark la sauvegarde des intérêts du commerce et de la navigation de l'Allemagne dans la Baltique et la mer du Nord, et à aviser, s'il est possible, au moyen d'un traité conclu avec une puissance maritime, à la protection du littoral et des villes maritimes de l'Allemagne.

ANGLETERRE. — Les débats du parlement offrent aujourd'hui peu d'intérêt.

Dans la chambre des lords, lord Stanley a présenté une

motion pour que les affaires pendantes fussent discutées avec plus de suite, et qu'on ne laissât pas s'accumuler un arriéré de bills non votés.

Dans la chambre des communes, le bill que nous avons fait connaître, pour la protection du gouvernement et de la couronne, a subi sans encombre sa dernière épreuve. La majorité qui l'a adopté est de plus de 300 voix.

La Convention chartiste s'est réunie hier. Elle a fait aussi triste mine que son chef dans les communes. Les principaux meneurs y brillaient par leur absence. Décidément, la déroute est complète.

Dans cette séance on ne s'est occupé que de débâter contre la presse de Londres, laquelle malmène beaucoup les chartistes. C'est le *Morning Chronicle* et le *Times* qui paraissent avoir le privilège d'exciter la colère de ce parti. Du reste, sa fureur contre ces journaux ne lui a pas fait oublier, c'est une justice à lui rendre, les droits de la presse. L'unique proscription qui ait été fulminée consiste à conseiller à tous les chartistes de ne plus fréquenter les tavernes où le *Chronicle* et le *Times* sont reçus.

Il n'y a rien à dire à cela. Nul n'est forcé de lire ce qui lui déplaît, mais le droit d'écrire ce qui déplaît au voisin existe pour chacun, dans un pays qui comprend la Liberté.

Donations Patriotiques.

J'ai l'honneur d'offrir au trésor de la République quelques couverts d'argent. Mes obligations de tous les jours envers les pauvres si nombreux de ma paroisse, m'empêchent de faire un don plus considérable. Toutefois, je désire vous donner un témoignage de mon désir sincère de seconder les travaux du Gouvernement provisoire.

Recevez, etc. Signé, FAUDET, Caré de St.-Étienne-du-Mont.

— Les propriétaires et employés de l'entreprise du balayage, rue Notre-Dame-de-Nazareth, ont versé 550 francs, produit d'une journée de travail.

— Les ouvriers typographes du citoyen Martinet, rue Jacob, 50, ont versé 343 fr. 50 c., produit d'une journée de travail.

— Les fonctionnaires et employés du Lycée Charlemagne abandonnent quatre jours de leur traitement du mois de mars.

— Les employés du 11^e arrondissement abandonnent une journée de leur traitement.

— Les conducteurs, cochers, palefreniers et laveurs de l'entreprise générale des omnibus ont versé la somme de 1448 fr. 05 c.

— Les conducteurs, cochers et employés de l'entreprise des Hirondelles ont versé la somme de 400 fr.

— Le citoyen L. Varet abandonne 41 fr. 60 c., traitement fixe du mois d'avril.

— Les ouvriers de la maison Félix Boulanger ont remis à la mairie de 11^e arrondissement 150 francs.

— La 1^{re} compagnie de 2^e bataillon de la 2^e légion, 300 fr.

— Les onze employés de la Cérés, comp. d'assurance contre la grêle, 58 fr.

— Le citoyen Pagnerre (d'Orléans) a envoyé à la mairie du 11^e arrondissement, 1,750 fr., montant des offrandes recueillies par le *Journal du Loiret*.

— Le citoyen Thérion, propriétaire à la Tuilerie près de Longjumeau, a fait le don patriotique de 5000 fr.

— Les citoyens du club républicain de Poissy, 725 fr. 85.

— Les citoyens Félix Malteste et Comp., imprimeurs, et les ouvriers de leurs ateliers, ont fait l'offrande patriotique de 177 fr.

— Les membres du clergé de Saint-Roch ont fait don à la patrie de 250 fr.

— Le 22^e bataillon de la garde nationale mobile a fait son offrande à la patrie de 245 fr. 40.

Reçu des citoyens travailleurs à la cathédrale de Paris, la somme de 1,059 fr. 65.

— L'ancienne Compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon de la 1^{re} légion ont versé leur masse en caisse s'élevant à 160 fr.

— Les citoyens Généraux, membres du comité de l'artillerie, les officiers et employés militaires et civils, attachés au dépôt central de cette arme, ont versé 806 fr. 45, une journée de solde.

— Les ouvriers du citoyen Thomas, peintre de l'administration du chemin de fer de Rouen à Paris, 106 fr.

— Versé à la mairie du 3^e arrondissement : Les ouvriers de l'imprimerie Vinchon, 264 fr. 50 c.

Les employés de la caisse d'épargne, 390 fr. Les employés de la maison Bouleau, Pethoson, Duneau et Comp., 150 fr.

— Versé à la mairie du 5^e arrondissement :

Les ouvriers de G. Schlatter, 80 fr.

Les ouvriers de A. Millet, 78, rue des Marais, 150 fr.

Les ouvriers de l'entrepôt des douanes, 250 fr. 80 c.

Les employés de la Douane, 284 fr. 85 c.

— Versé à la mairie du 7^e arrondissement :

La 7^e compagnie du 2^e bataillon de la 7^e légion, 175 fr., produit d'une collecte dans la compagnie.

Le tambour-major, les 4 tambours-maitres, les 64 tambours de la 7^e légion, et le garçon de bureau de l'état-major, une journée de solde.

Les employés du Mont-de-Piété, 1,270 fr. 70, une journée de travail.

Les employés de l'administration des archives nationales, 215 fr. 80 c., une journée de leurs appointements.

La 2^e compagnie du 2^e bataillon de la 7^e légion, 100 fr.

Faits Divers.

M. Ferdinand Lesseps est officiellement nommé ministre plénipotentiaire et chargé d'affaires pour la France à Madrid. C'est après une longue conférence de M. Lesseps avec le ministre des affaires étrangères, que le Gouvernement a pris cette détermination.

— Hier, vers une heure, un homme dépouillé de ses vêtements, et ne portant qu'un caleçon, se promenait en dehors de la balustrade du pont d'Arcole devant la foule assemblée, et paraissait disposé, pour une prime, à se lancer à l'eau, quand des gardes, partis de l'Hôtel-de-Ville, vinrent disperser la foule, et firent disparaître l'homme au caleçon. Se jeter à l'eau d'un pont n'a rien que de très-ordinaire pour un bon nageur, mais dans ce bassin de la Seine, à cent pas de la fameuse arche du Diable, ce tour de force présente de grands dangers, surtout quand les eaux sont fortes, et vraisemblablement le nageur, ne pouvant remonter le fleuve, très-rapide en cet endroit, aurait péri misérablement.

— Le sous-comptoir de garantie de la librairie, de l'imprimerie, de la papeterie, de la fonderie en caractères, etc., est définitivement constitué.

Ces sous-comptoirs s'appliquent exclusivement au commerce de la librairie, de l'imprimerie, de la papeterie, de la fonderie en caractères et des autres professions qui s'y rattachent.

Sa durée est la même que celle du comptoir national d'escompte de Paris.

Ce terme pourra être prorogé par délibération de l'assemblée générale des actionnaires, et avec l'approbation du ministre des finances.

La prorogation, si elle a lieu, se liera nécessairement à la durée de la société du comptoir d'escompte.

Le fonds social sera de 100,000 fr., fourni par les actionnaires souscripteurs, et représenté par mille actions de 100 fr. chacune.

Les actions sont au porteur et ne seront remises aux ayants-droit qu'après leur paiement intégral.

Les actionnaires du sous-comptoir ne sont responsables de ses engagements que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

— M. Marrast, maire de Paris, a assisté avec M. Pagnerre au banquet du Château-Rouge, où s'étaient réunis les élèves des Ecoles civiles et militaires. Cette réunion fraternelle a été des plus cordiales. Le banquet a été terminé par une allocution profondément sentie de M. Pagnerre. Avant le départ, un élève de l'Ecole normale a proposé qu'un banquet semblable eût lieu tous les ans, pour resserrer la fraternité des Ecoles. Cette proposition a été accueillie par d'unanimes applaudissements.

— On lit dans un journal :

« On assure que M. L.-A. Blanqui n'a pas obtempéré au mandat qui lui a été notifié sur la plainte de M. Taschereau, pour avoir à comparaître devant le juge d'instruction saisi de l'affaire qui a tant occupé le public pendant ces derniers jours. »

« M. L.-A. Blanqui n'aurait pas comparu davantage devant la commission républicaine qui s'est formée des délégués de différents clubs pour tirer à clair la vérité des faits allégués par M. Taschereau, contesté par M. Blanqui. »

« On ajoute que, quand la commission républicaine a fait inviter par écrit M. Blanqui à bien vouloir comparaître dans son sein, le récépissé donné au porteur de cet avis par un ami de M. Blanqui a été donné avec une formule équivalente à celle-ci : « Reçu une communication d'une soi-disant commission que nous n'avons pas à qualifier. » »

« On nous assure que, parmi les témoins que le juge d'instruction a entendus jusqu'à présent, figurent plusieurs employés des archives et du greffe de l'ex-chambre des pairs, en présence desquels on prétendrait qu'a été dictée la pièce que la *Revue rétrospective* a publiée. »

— On lit dans le *Républicain du Jura* :

« On nous rapporte que certains curés commencent à tenir en chaire un langage coupable. Les uns se déchaînent

contre les républicains et ne reculent pas devant la calomnie personnelle. D'autres, plus habiles, invitent les habitants de la campagne à ne pas se mêler à la vie politique. Ils leur disent en face qu'ils n'entendent rien aux affaires publiques, qu'eux seuls sont assez instruits pour juger les hommes, et les engagent, le jour des élections venu, à se contenter d'écrire leur bulletin sous leur dictée. »

Nous espérons, quoi qu'on nous dise, que la majorité du clergé n'entrera pas dans la voie réactionnaire! le bas clergé surtout, asservi, dominé par les princes de l'Eglise, réduit à une condition indigne de son ministère, comprendra qu'il a tout à attendre d'un gouvernement républicain. Il comprendra que, pour lui aussi, l'heure de l'affranchissement et de l'indépendance a sonné. Il voudra embrasser la sainte cause de l'égalité chrétienne. Le bas clergé ne se fera pas l'instrument servile des intérêts ou des passions de ses chefs suprêmes. Il est temps que le clergé français devienne national et remplisse loyalement les devoirs de citoyen. La religion n'est pas en péril; tous les démocrates la respectent, même quand ses ministres ne sont pas respectables. La voix rétrograde de l'obscurantisme et du jésuitisme est fermée à tout jamais.

« Le bas clergé, surtout, qui connaît les misères du peuple, doit contribuer à son salut, à sa prospérité. S'il écoute la voix des factions, s'il égare les citoyens crédules au lieu de les éclairer, il assume sur lui une grave responsabilité. Il rive ses fers et se déclare indigne de prêcher la parole libératrice du Christ rédempteur. »

« La République, en ce moment, n'a point de colère, point de tempêtes. La provocation seule légitime la colère et déchaîne les tempêtes. N'oublions pas, les uns et les autres, les leçons terribles du passé. »

— Il y a bon nombre de citoyens dans la garde nationale qui ont en leur possession plusieurs fusils de l'Etat; tel citoyen en a deux, tel autre trois, quelques-uns en ont même quatre. Le général commandant fait appel à la loyauté de tous; l'Etat a besoin des armes qui lui appartiennent; il n'y a que lui qui puisse en disposer dans l'intérêt commun, et c'est manquer à un devoir civique que de retenir des armes sur lesquelles on ne peut avoir aucun droit. Le général commandant compte donc que cet avertissement sera entendu, et qu'avant la fête de jeudi prochain, les citoyens qui ont plusieurs armes de guerre les rapporteront à leurs mairies.

— La ville de Paris avait pris l'engagement de fournir des épaulettes, l'équipement et l'armement aux officiers de la garde nationale; mais une hausse imprévue de la moitié de la valeur a fait comprendre aux officiers qu'on ne pouvait pas constituer dans une pareille dépense la municipalité de Paris pour satisfaire des bénéfices que dans les circonstances rien ne justifie.

Beaucoup d'officiers de la garde nationale ont demandé au général Courtais l'autorisation de paraître à la revue du 20 avril sans les insignes de leur grade, et il s'est empressé de la leur accorder. De cette façon, les passementiers auront le temps de réfléchir et de revenir sans doute aux premières offres qu'ils avaient faites à l'état-major général.

— Les débats relatifs à l'incendie et au pillage de la station de Rueil et du petit pont de Chatou se sont terminés hier devant la cour d'assises de la Seine, présidée par M. le conseiller Taillandier. Sur dix-neuf accusés, onze ont été acquittés. Ce sont : Barreau, Subtil, Marquet, Moriotte, Descares, Carthigny fils, Cosson, Gros, Gérard, Beaudemont, Geannerat. Ils sont introduits, et M. le président prononce leur mise en liberté.

Le verdict est affirmatif à l'égard des huit autres accusés. Mauger, dit Cartouche, Arnault et Constantin n'ont pas obtenu de circonstances atténuantes.

La cour, après en avoir délibéré en chambre du conseil, a condamné Mauger à cinq ans de travaux forcés et 200 fr. d'amende; Arnault et Constantin à cinq ans de réclusion et 100 fr. d'amende; Jacquet et Coupard à deux ans de prison; Cartigny père, Bonnet et Laine, à un an de la même peine.

— Dans les offrandes faites à la patrie jusqu'à ce jour, nous avons omis de mentionner, à la date du 6 avril, celle du citoyen Detouche, qui a fait don à la République de 5,000 fr., et celle de ses employés, qui ont imité le noble exemple donné par leur chef, et ont ajouté à ce don une somme de 115 fr., produit d'une cotisation faite entre eux.

— On écrit de Mostaganem :

« Un chérif a paru chez les Achacha et s'est porté avec ses partisans chez le kaid pour l'assassiner; celui-ci s'est bien défendu avec les siens et a blessé à mort le chérif, dont la dépouille mortelle a été apportée au kalifa de Sidi-Laribi. Les révoltés se sont enfuis et n'ont pas reparu. »

— Les eaux de la Seine ont atteint, à midi, 4 mètres 59 de hauteur aux échelles métriques.

A cette hauteur, tous les ports sont couverts d'eau et les piles du pont du Carrousel immergées.

Le rédacteur en chef, GEORGES OLIVIER.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.

Changement de domicile.—Réduction de prix.

CRIN, LIMONADIER

Transfère son établissement du N. 18 de la PLACE MAUBERT, à côté, au N. 13 de la RUE GALANDE.

Le citoyen CRIN, comprenant que les prix de consommation des Cafés sont loin d'être à la portée des travailleurs, surtout dans un quartier peu riche, réduit les prix de son établissement.